

## Note de conjoncture n°19

### 2<sup>ème</sup> trimestre 2025

#### 1. En bref

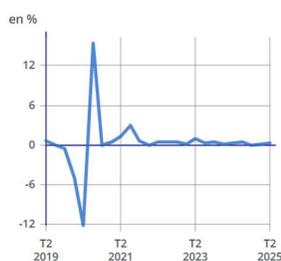
##### Derniers indicateurs conjoncturels :

- En juillet 2025, l'opinion des entrepreneurs de travaux publics sur leur activité passée se dégrade fortement,
- En juillet 2025, les perspectives de mises en chantier se replient,
- En juillet 2025, la confiance des ménages se redresse légèrement,
- En juillet 2025, le climat des affaires dans l'industrie est quasi stable,
- En juillet 2025, le climat des affaires dans le commerce de gros s'améliore,
- En juillet 2025, le climat des affaires dans l'industrie du bâtiment est stable,
- En juillet 2025, le climat des affaires dans les services est stable,
- Le PIB accélère modérément au deuxième trimestre 2025 (+0,3% après +0,1%),
- La consommation des ménages en biens accélère en juin 2025 (+0,6% après +0,1%),
- En mai 2025, le volume des ventes dans le commerce se replie (-0,5%),
- En mai 2025, la production dans les services rebondit légèrement (+0,2%).

##### Indicateurs clés :

###### Croissance économique

2e trim. 2025 : +0,3 %



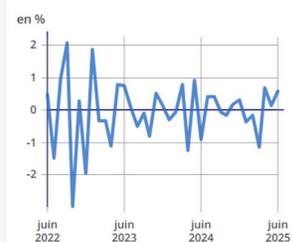
###### Inflation

juin 2025 : +1,0 %



###### Consommation des ménages en biens

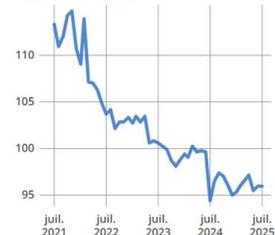
juin 2025 : +0,6 %



###### Climat des affaires

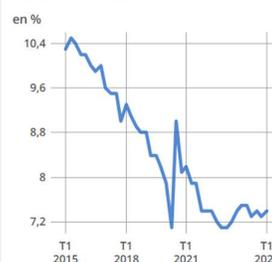
juillet 2025 : 96

moyenne de longue période=100



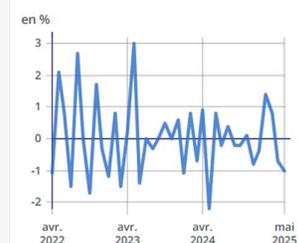
###### Chômage y compris les DOM

1er trim. 2025 : 7,4 %



###### Production industrielle (manufacturière)

mai 2025 : -1,0 %



## **Matières premières & Energie :**

En juin 2025, le prix du pétrole en euros rebondit vivement (+8,5 % sur un mois après -5,6 % en mai) en réaction au conflit entre Israël et l'Iran, et celui du gaz augmente (+3,9 % après +0,2 %). Les prix en euros des matières premières importées (hors énergie) baissent sur un mois (-3,4 % après +1,0 %) comme sur un an (-4,5 %). Les prix en euros des matières premières industrielles se replient sur un mois (-1,3 % après +0,5 %). Sur un an, ils sont en recul de 4,9 %. Les prix des matières premières stratégiques évoluent en ordre dispersé. Enfin, les prix en euros des matières premières alimentaires repartent nettement à la baisse sur un mois (-5,1 % après +1,4 %) et baissent de 4,1 % sur un an.

Matières premières importées (ensemble, hors énergie)



Source : Insee.

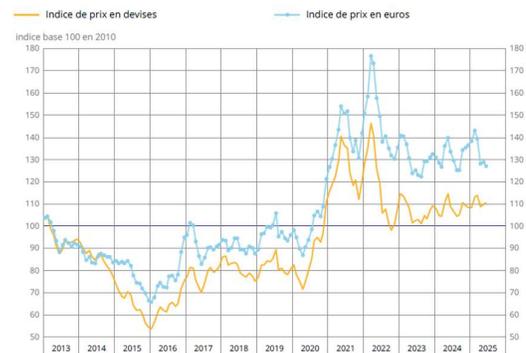
## **Les prix en euros des matières premières industrielles se replient**

En juin 2025, les prix en euros des matières premières industrielles se replient (-1,3 % après +0,5 % en mai) et sont en recul de 4,9 % sur un an.

Les prix des matières minérales se replient (-1,4 % après +0,8 %). Les prix des métaux ferreux poursuivent leur baisse (-6,5 % après -2,3 %), ceux des métaux non ferreux sont quasi stables (-0,1 % après +2,1 %) et les prix des métaux précieux continuent d'augmenter (+1,7 % après +1,7 %). Sur un an, les prix des matières minérales baissent de 4,8 %, tirés par la nette diminution des prix des métaux ferreux (-18,1 %) et non ferreux (-7,7 %). À l'inverse, les prix des métaux précieux augmentent fortement sur un an (+29,0 %).

Les prix des matières premières agro-industrielles diminuent pour le quatrième mois consécutif (-0,5 % après -1,7 %). Les prix de la pâte à papier continuent de baisser (-2,8 % après -1,6 %), tout comme ceux du caoutchouc naturel (-7,5 % après -0,9 %) et des fibres textiles naturelles (-1,9 % après -0,8 %). Ceux des bois sciés tropicaux se replient (-0,7 % après +1,0 %), alors que les prix des bois sciés de conifères rebondissent (+4,4 % après -2,5 %), tout comme ceux du cuir (+0,8 % après -2,1 %). Sur un an, les prix des matières premières agro-industrielles reculent de 5,1 %, en raison notamment de la chute des prix de la pâte à papier (-16,1 %), du caoutchouc naturel (-13,0 %), des fibres textiles naturelles (-9,1 %) et du cuir (-4,4 %). En revanche, les prix des bois sciés de conifères augmentent de 18,0 % sur un an.

Ensemble des matières premières industrielles



Source : Insee.

**Juillet 2025**

## 2. Statistiques du Ministère de la Transition Ecologique

### Derniers chiffres :

- +7,2% hausse des autorisations à la construction de logements en juin 2025,
- -0,3% baisse du trafic maritime de fret en 2024,
- -19,8% baisse du prix hors TVA de l'électricité pour les entreprises en 2024,
- 2,7% part des éco-activités dans la valeur ajoutée de l'ensemble des activités économiques en 2022,
- -31% baisse des émissions de gaz à effet de serre en France entre 1990 et 2023.

### Construction de logements - Résultats à fin juin 2025

En juin 2025, les autorisations de logements rebondissent (+ 7,2 % par rapport à mai 2025, après - 8,7 % le mois précédent) et s'établissent à 32 900. Le nombre de logements autorisés se situe 15 % en dessous de son niveau moyen des 12 mois précédant février 2020, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO).

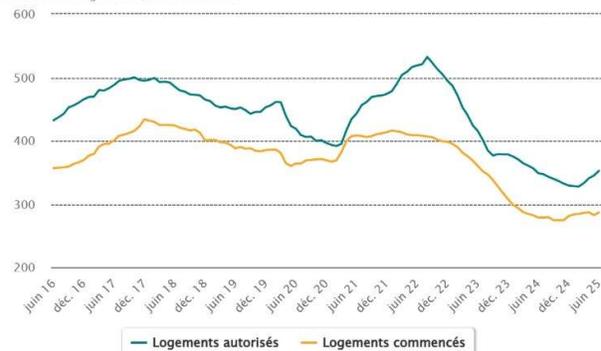
De juillet 2024 à juin 2025, 352 400 logements ont été autorisés à la construction, soit 3 800 de plus que lors des douze mois précédents (+ 1,1 %) et 24 % de moins qu'au cours des 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020).

En juin 2025, 26 000 logements auraient été mis en chantier, soit 5 400 de plus qu'en mai 2025 (+ 26,4 %, après - 14,9 % le mois précédent). Le nombre de logements commencés en juin 2025 serait inférieur de 19 % à sa moyenne des 12 mois précédant la crise sanitaire.

Au cours des douze derniers mois, 286 600 logements auraient été mis en chantier, soit 8 100 de plus (+ 2,9 %) qu'entre juillet 2023 et juin 2024, et 26 % de moins qu'au cours des 12 mois précédant la crise sanitaire.

Nombre de logements cumulés sur douze mois

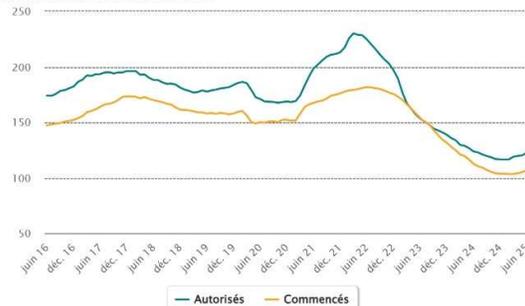
En milliers de logements, données brutes



Les autorisations de logements individuels ont diminué de 1 200 logements entre juillet 2024 et juin 2025 par rapport aux douze mois précédents (- 1,0 %) pour atteindre 122 600 unités. Elles sont

Nombre de logements individuels cumulés sur douze mois

En milliers de logements, données brutes



34 % en dessous de la valeur d'avant-crise. Les logements individuels purs ont reculé (- 3,7 %), les logements individuels groupés sont en hausse (+ 4,1 %).

Pendant cette période, les ouvertures de chantier de logements individuels diminueraient de 5 800 unités (- 5,1 %) et se situeraient à 106 900 logements commencés. Les logements individuels purs diminueraient fortement (- 15,1 %) alors que les logements individuels groupés seraient en hausse (+ 17,8 %).

Juillet 2025



## 📌 Construction de locaux : résultats à fin juin 2025

Au deuxième trimestre 2025, les enregistrements d'autorisation à la construction de locaux non résidentiels s'élèvent à 8,7 millions de m<sup>2</sup> et diminuent très légèrement (- 0,4 %) par rapport au même trimestre un an plus tôt. Cependant, ces enregistrements d'autorisation seraient en augmentation (+ 10,1 %) sans l'effet des permis reçus tardivement.

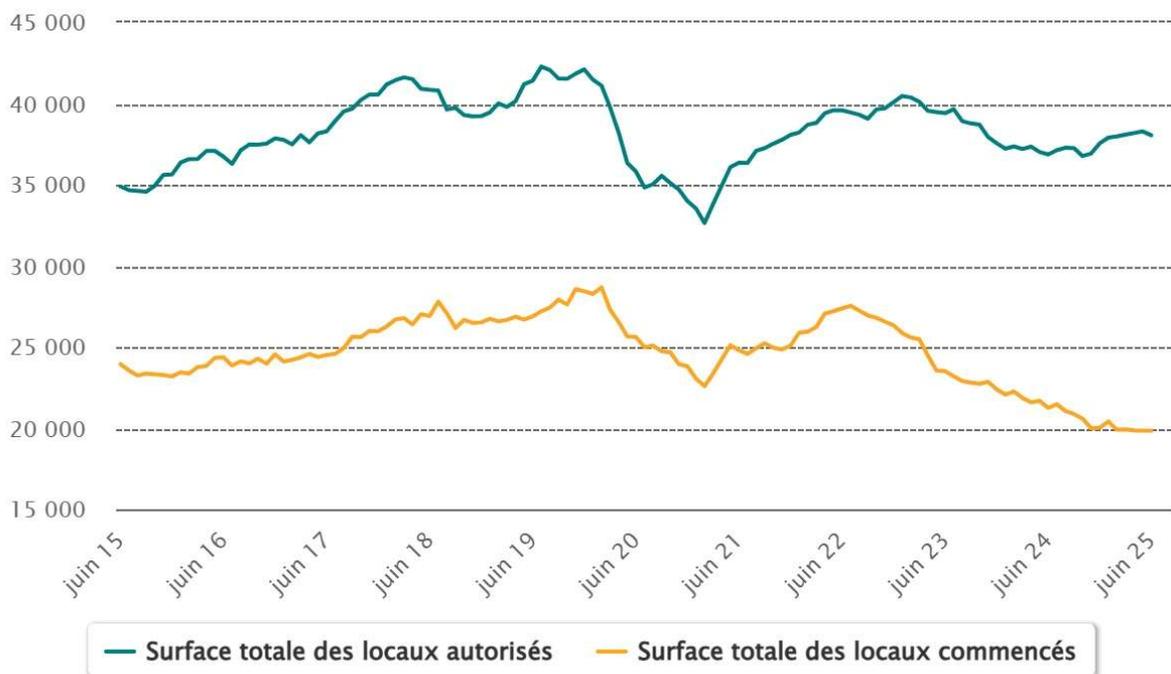
Sur ce même trimestre, 4,8 millions de m<sup>2</sup> de locaux non résidentiels ont été mis en chantier, en baisse (- 1,6 %) par rapport à la même période un an auparavant.

Sur les douze derniers mois, de juillet 2024 à juin 2025, les autorisations de locaux non résidentiels enregistrées s'élèvent à 38,1 millions de m<sup>2</sup> et augmentent (+ 3,2 %) par rapport aux mêmes douze mois un an plus tôt.

Durant cette même période, avec 19,8 millions de m<sup>2</sup>, les enregistrements de mises en chantier sont en baisse (- 6,6 %) par rapport aux douze mois précédents.

### Surface de locaux non résidentiels cumulée sur 12 mois

En milliers de m<sup>2</sup>

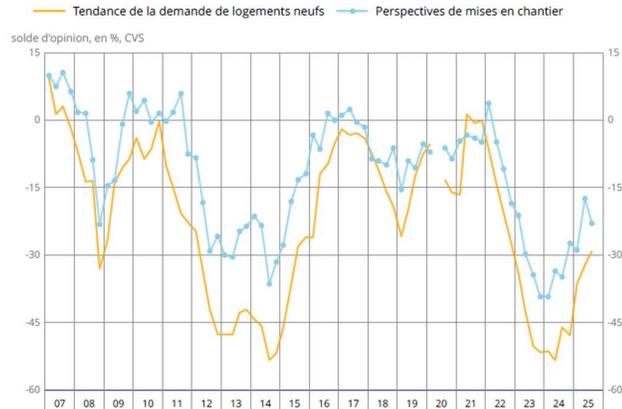


Juillet 2025

### 3. Enquête trimestrielle dans la promotion immobilière - juillet 2025 (Insee)

En juillet 2025, l'opinion des promoteurs sur les perspectives de mises en chantier se dégradent. Ils sont aussi plus pessimistes en ce qui concerne la mise à l'étude de nouveaux projets et l'évolution des moyens de financements de leur clientèle, malgré une opinion un peu moins défavorable sur la demande qui leur est adressée.

Tendance de la demande de logements neufs et perspectives de mises en chantier



Les données du deuxième trimestre 2020 ne sont pas disponibles, l'enquête ayant été annulée dans le contexte de la crise sanitaire.  
Source : Insee.

#### **Les perspectives de mises en chantier se replient nettement malgré une opinion sur la demande un peu moins défavorable**

En juillet 2025, le solde d'opinion relatif aux perspectives de mises en chantier de logements se replie, et ce particulièrement pour les logements destinés à l'habitat locatif (principalement social). Les perspectives de mises en chantier de logement destinés à la vente diminuent également, dans une moindre mesure. En dépit d'une augmentation marquée sur un an, ces trois soldes demeurent nettement en dessous de leur moyenne de long terme.

Les promoteurs sont également bien moins nombreux que lors du trimestre précédent à envisager la mise à l'étude de nouveaux programmes avec des architectes ou des bureaux d'études. Cette proportion recule ainsi fortement, et se rapproche des niveaux historiquement bas où elle a évolué entre juillet 2023 et octobre 2024, sans les atteindre toutefois.

Pour autant, l'amélioration de l'opinion des promoteurs sur la demande de logements qui leur est adressée se poursuit. Le solde correspondant augmente pour le troisième trimestre consécutif tout en restant nettement au-dessous de sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion sur les stocks de logements invendus recule nettement, et se rapproche de sa moyenne de longue période.

#### **Les promoteurs sont moins optimistes sur l'évolution des moyens de financement de leurs clients**

En juillet 2025, l'opinion des promoteurs quant aux perspectives d'évolution des moyens de financement de leurs clients se dégrade : le solde associé se replie fortement et retrouve sa moyenne de longue période.

Le solde d'opinion correspondant à l'évolution de l'apport personnel des candidats à l'acquisition d'un logement neuf au cours des trois derniers mois est stable quant à lui, presque au niveau de sa moyenne de long terme.

**Juillet 2025**

## Conjoncture dans la promotion immobilière

Solde d'opinion, en % CVS

	Moy.*	Oct. 24	Jan. 25	Avr. 25	Juil. 25
Demande de logements	-12	-48	-37	-32	-29
Perspectives de mises en chantier de logements	-9	-27	-29	-17	-23
<i>destinés à la vente</i>	-17	-44	-48	-33	-37
<i>destinés à la location</i>	1	0	-5	3	-5
Entreprises envisageant de mettre à l'étude de nouveaux programmes **	62	49	53	57	51
Stocks de logements invendus	-25	-14	-17	-15	-20
Prix moyen des logements mis en vente	7	-14	-19	-8	-10
Évolution de l'apport personnel des candidats	-18	-21	-22	-17	-17
Perspectives d'évolution des moyens de financement	-21	-12	-19	-4	-21

\* Moyenne depuis juillet 1991.

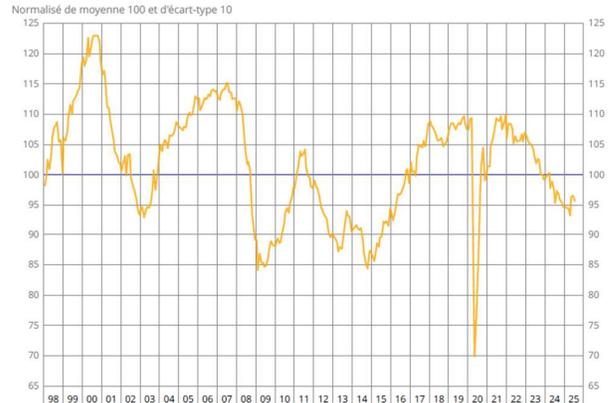
\*\* Proportions d'entreprises, en % des réponses, CVS.

Source : enquête de conjoncture promotion immobilière – Insee.

#### 4. Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment - juillet 2025 (Insee)

Selon les chefs d'entreprise interrogés en juillet 2025, le climat des affaires dans le bâtiment est stable. À 96, l'indicateur synthétique demeure au-dessous de sa moyenne de long terme. Les entrepreneurs se montrent plus pessimistes qu'en juin sur leur activité future mais maintiennent leur opinion sur l'activité passée. Par ailleurs, ils rapportent une nette dégradation de leur taux d'utilisation des capacités de production et une légère baisse du niveau de leurs carnets de commande.

Indicateur synthétique du climat des affaires



Source : Insee.

#### Conjoncture dans l'industrie du bâtiment

Soldes d'opinion, en %, CVS

	Moy*	Avril 25	Mai 25	Juin 25	Juillet 25
<b>Climat des affaires</b>	<b>100</b>	<b>93</b>	<b>96</b>	<b>96</b>	<b>96</b>
Activité passée	-3	-18	-13	-12	-12
Activité prévue	-4	-14	-5	-6	-10
Perspectives générales ****	-15	-24			-20
Effectifs passés	-4	-9	-6	-6	-6
Effectifs prévus	-1	0	2	2	4
Jugement sur les carnets de commandes	-21	-31	-28	-28	-30
Taux d'utilisation des capacités de production (en %)	89,0	88,7	89,0	89,6	88,6
Obstacles limitant la production (en %) **	65	60	58	57	60
- Pour insuffisance de demande (en %) **	31	39	37	34	36
- Pour insuffisance de personnel (en %) **	29	27	25	25	27
- Pour difficultés d'approvisionnement (en %) **	6	2	1	1	1
Goulots de production (en %)	34	34	37	39	36
Difficultés de recrutement (en %) ****	61	65			68
Prix prévus	-8	-8	-8	-9	-8
Situation de trésorerie ****	-10	-10			-11
Délais de paiement ****	30	34			36
Incertitude économique ressentie ***	9	10	12	10	11

\* Moyenne depuis septembre 1993 pour les soldes et le climat, depuis avril 2021 pour le solde sur l'incertitude économique ressentie

\*\* Pourcentage de réponses pondérées non CVS.

\*\*\* Solde d'opinion non CVS.

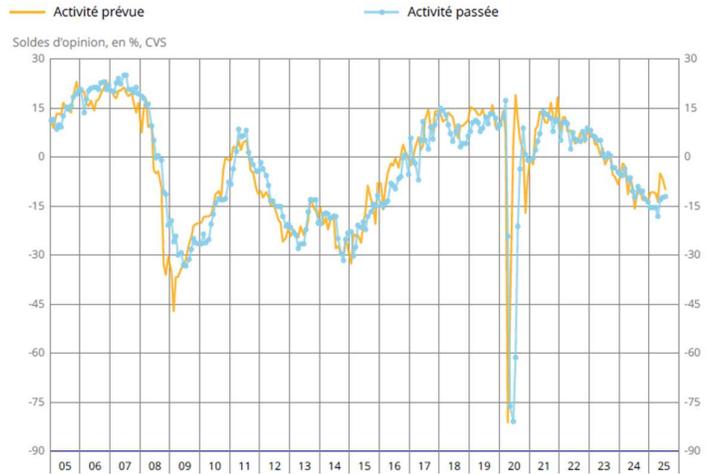
\*\*\*\* Indicateur issu du volet trimestriel de l'enquête.

Source : Insee - enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment.

## Le solde d'opinion des entrepreneurs sur leur activité prévue se dégrade de nouveau

En juillet 2025, l'opinion des entrepreneurs du bâtiment au sujet de leur activité prévue se dégrade de nouveau. Le solde associé diminue et s'éloigne de sa moyenne de longue période. Leur opinion sur l'activité passée est quant à elle stable, mais reste bien au-dessous de sa moyenne de long terme.

Évolution de l'activité dans le bâtiment

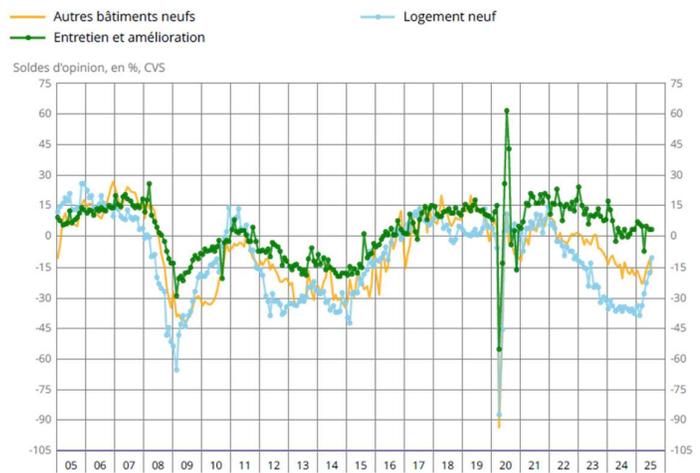


Source : Insee.

L'opinion des entrepreneurs du bâtiment sur leur activité prévue est contrastée lorsque l'on distingue par type de travaux. Le solde d'opinion relatif aux activités de construction de logements poursuit sa reprise : après cinq mois consécutifs de hausse, il retrouve presque sa moyenne de long terme. En revanche, dans la construction de bâtiments non destinés au logement le solde d'opinion sur l'activité prévue se dégrade et s'éloigne de sa moyenne de long terme. Pour les activités d'entretien-amélioration, le solde reste quasi stable, un peu au-dessus de sa moyenne de longue période.

L'incertitude économique ressentie par les entrepreneurs du bâtiment augmente légèrement et s'éloigne de sa moyenne de long terme.

Évolution de l'activité prévue dans la construction



Source : Insee.

## Le solde d'opinion sur le niveau des carnets de commande se dégrade légèrement

En juillet 2025, le solde d'opinion relatif au niveau des carnets de commandes des entrepreneurs du bâtiment se replie légèrement et s'éloigne un peu plus de sa moyenne de long terme.

## Le taux d'utilisation des capacités de production se replie nettement

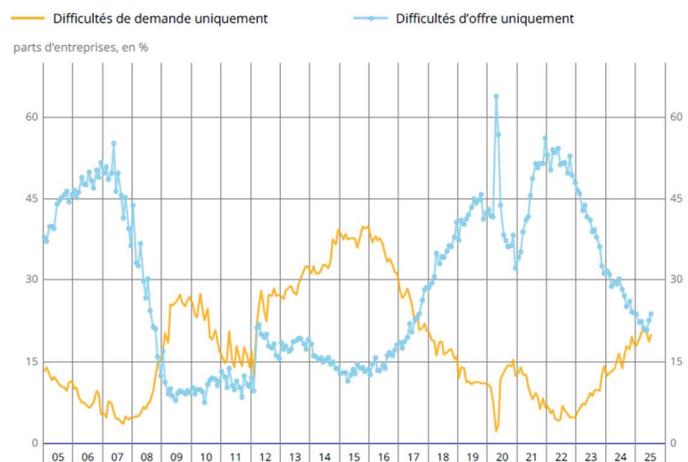
En juillet 2025, 36 % des entreprises se déclarent à la limite de leur capacité de production (goulots de production), c'est-à-dire qu'elles ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels si elles recevaient plus de commandes. Cette part se replie mais demeure au-dessus de sa moyenne de longue période (34 %).

Le taux d'utilisation des capacités de production se replie nettement : à 88,6 %, il s'établit un peu au-dessous de sa moyenne de long terme (89,0 %).

Les chefs d'entreprise sont plus nombreux que le mois précédent à déclarer des obstacles limitant leur production : à 60 %, cette proportion reste au-dessous de sa moyenne de long terme. Ils sont un peu plus nombreux que le mois précédent à déclarer faire face à des difficultés de demande (36 %), une proportion qui rebondit et demeure au-dessus de sa moyenne de longue période. Ils sont également un peu plus nombreux que le mois précédent à déclarer faire face à une insuffisance de personnel : à 27 %, cette proportion reste un peu au-dessous de sa moyenne de long terme.

La part des entreprises déclarant rencontrer des difficultés d'offre uniquement augmente légèrement de nouveau (24 %), tandis que celle déclarant rencontrer des difficultés de demande uniquement rebondit légèrement ce mois-ci (20 %).

Type de difficultés rencontrées par les entreprises



Source : Insee.

## Le solde d'opinion sur les prix reste quasi stable

En juillet 2025, le solde d'opinion sur les prix prévus est quasi stable, au niveau de sa moyenne de long terme.

## L'opinion sur l'emploi prévu s'améliore

Évolution de l'emploi dans le bâtiment



Source : Insee.

En juillet 2025, le solde d'opinion des entrepreneurs sur l'évolution future de leurs effectifs s'améliore, tandis qu'il reste stable en ce qui concerne leur évolution passée. Le solde sur les effectifs futurs s'éloigne de sa moyenne de long terme tandis que celui sur les effectifs passés reste légèrement au-dessous de la sienne.

Juillet 2025

## 5. Pour la FFB, des signes de reprise du neuf dans une conjoncture 2025 fragile (zepros)

Pour son dernier point d'activité, la Fédération Française du Bâtiment a mis en avant les signaux encourageants du côté du neuf mais aussi les incertitudes qui demeurent sur l'ensemble de la filière. « La FFB ne baisse pas la garde ! », c'est en substance ce qu'a laissé entendre le président Olivier Salleron.

La FFB a dévoilé les derniers chiffres de l'activité Bâtiment enregistrés entre janvier et avril 2025, après un tout début d'année peu lisible, les mises en chantier de logements progressent de 7,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. Ce rebond est principalement tiré par le logement collectif, en hausse de 10,5 %, bénéficiant de la mise en œuvre effective des programmes de relance portés par Action Logement et CDC Habitat. L'habitat individuel enregistre également une évolution positive, quoique plus modérée (+4,4 %).

Le dynamisme est encore plus marqué du côté des autorisations de construire, qui affichent une croissance de 11,9 % sur la période. Là encore, le collectif mène la danse (+14,1 %), suivi par l'individuel (+8,3 %). Cette progression varie selon les zones géographiques : les zones B1, B2 et C enregistrent des hausses soutenues (respectivement +15,9 %, +14,1 % et +16,1 %), tandis que la zone tendue A-Abis reste quasi stable (+1,0 %).

Du côté des bâtiments non résidentiels neufs, la tendance reste contrastée mais s'améliore. Les surfaces mises en chantier reculent encore légèrement (-2,3 %), un tassement cependant bien moindre que les reculs antérieurs. La situation reste tendue pour les bureaux (-12,4 %) et les bâtiments publics (-7,1 %), alors que les autorisations de construction non résidentielle repartent à la hausse (+5,6 %). Toutefois, certains segments demeurent dans le rouge : bureaux (-14,9 %), équipements publics (-2,5 %) ou hôtellerie (-1,9 %).

La situation du logement neuf reste contrastée. De fait, les mises en chantier refluent de 3,3 % en glissement annuel sur trois mois à fin mai, pénalisées par le collectif qui chute de 11,7 %. En revanche, les permis accélèrent à + 22,4 %, mouvement porté au premier chef par ce même collectif (+28,7 %) en lien avec le plan de relance d'Action Logement/CDC Habitat. Le non résidentiel neuf peine, quant à lui, à redémarrer. Sur la même période que précédemment, les surfaces commencées se replient encore de 1,2 % et les surfaces autorisées ne progressent que de 3,5 %.

L'activité en amélioration entretien reste en baisse de 1,2 % en volume entre les premiers trimestres 2024 et 2025. Dans le même temps, la situation financière des entreprises se dégrade face à la hausse des coûts (+1,4 %) et à la baisse des prix (-1,2 %).



## Amélioration-entretien : la situation encore préoccupante

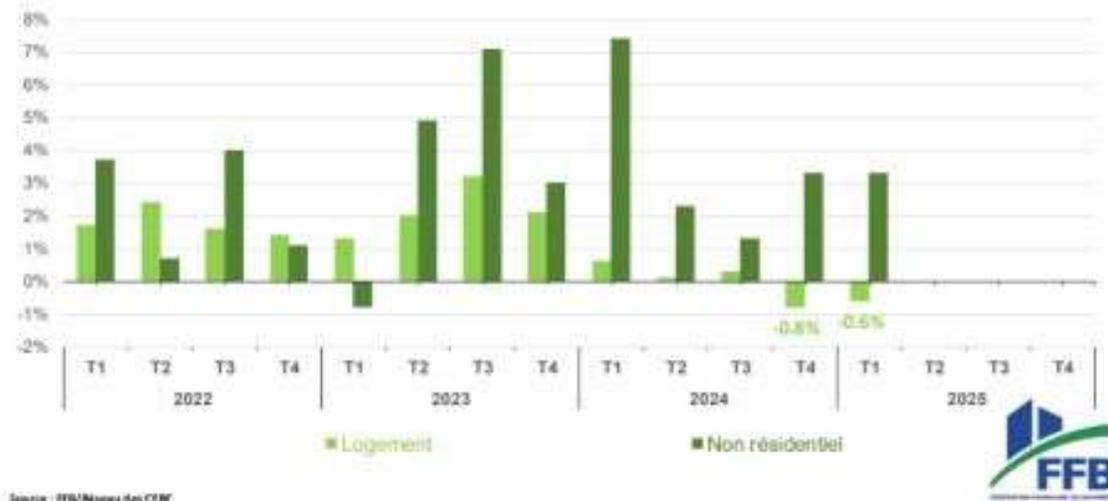
Entre les premiers trimestres 2024 et 2025, l'activité recule de 1,2 % en volume, un repli généralisé à la fois au logement (-1%) et aux bâtiments non résidentiels (-1,5 %). En particulier, la rénovation énergétique dans le logement subit un nouveau recul (-0,6 %), freinée par les difficultés persistantes autour du dispositif MaPrimeRénov'. En revanche, la rénovation énergétique des bâtiments non résidentiels poursuit sa progression (+3,3 %). Malgré cela, les prévisions estivales restent orientées à la baisse pour l'ensemble du secteur.

Sur le front de l'emploi, la tendance est également négative. Le premier trimestre 2025 affiche une contraction de 2,4 % des effectifs dans le bâtiment par rapport à l'an dernier, soit environ 33 000 postes supprimés, dont 25 000 salariés. Les perspectives restent sombres, les chefs d'entreprise de plus de dix salariés exprimant un pessimisme croissant quant à l'évolution de l'emploi salarié dans les mois à venir.

entre les prix du bâtiment, en baisse de 1,2 %, et les coûts de production, en hausse de 1,4 %, fragilise les marges. Résultat : une baisse de 0,5 point du taux de marge opérationnelle au premier trimestre 2025. Une tendance que les entreprises anticipent comme durable, plusieurs d'entre elles déclarant en juin s'attendre à une nouvelle baisse des prix de vente d'ici trois mois.

## La rénovation énergétique du logement à la peine

Évolutions de l'activité (glissement annuel sur 1 trimestre, en volume)



## 6. CAPEB - Note de conjoncture du 1er trimestre 2025

Trimestre après trimestre, l'artisanat du bâtiment s'enfonce dans une crise profonde, sans réponse adaptée du gouvernement. Depuis plus de deux ans, la CAPEB tire la sonnette d'alarme sur le recul auquel fait face le secteur et propose des solutions concrètes et opérationnelles pour relancer le marché.

**Malgré leur pertinence, leur faisabilité et leur forte valeur ajoutée pour accélérer les rénovations tout en préservant le tissu économique local, peu d'entre elles ont bénéficié de l'écoute qui aurait été nécessaire de leur accorder au regard de la situation. Face à ce constat accablant les artisans du bâtiment dénoncent la non-assistance qui est accordée à leur secteur, malgré les nombreuses solutions qui se trouvent à portée de main du Gouvernement. Ils appellent le Gouvernement à ne plus fermer les yeux sur les conséquences extrêmement dommageables pour la société des difficultés qu'ils rencontrent.**

**📌 Les derniers chiffres de conjoncture publiés par la CAPEB confirment cette situation alarmante.**

Le volume d'activité du secteur a reculé de -5 % au premier trimestre 2025 par rapport au premier trimestre 2024, une baisse qui s'inscrit dans une tendance négative persistante depuis plus d'un an. Cette dégradation touche tous les segments du marché. La chute de la construction neuve, si elle demeure marquée, s'atténue (-10 %). En revanche, elle se creuse dans l'entretien-amélioration (-2 %) et les travaux de performance énergétique (-1,5 %), ce qui constitue un paradoxe d'autant plus prononcé que l'activité de rénovation des bâtiments devrait être au cœur de la stratégie nationale bas carbone. Cette dégradation est bien le reflet d'un déclin profond alimenté par un manque de vision stratégique de la part des pouvoirs publics.

**📌 Le gouvernement s'entête dans une politique étreiquée de soutien exclusif au neuf**

La politique actuelle du gouvernement privilégie une fois encore la construction neuve, semblant ignorer la réalité du marché. Selon l'ADEME, le besoin annuel de logements nécessaires se situerait entre 120 000 et 350 000 unités par an. Or, cumulé sur 12 mois, on dénombre près de 300 000 logements mis en chantier en février 2025. Faire de la construction neuve la priorité en matière de politique du logement alors que l'offre de logements neufs est actuellement suffisante est donc la traduction d'une analyse erronée des besoins.

**📌 Rénovation : un potentiel inexploité faute de politique volontariste**

Alors que la massification des travaux de rénovation énergétique et d'adaptation au vieillissement est une condition sine qua non de l'atteinte des objectifs climatiques et sociétaux, l'État reste sourd aux signaux d'alerte. Pire, les décisions prises dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2025 (hausse du taux de TVA réduit sur certains équipements, réduction des aides à l'apprentissage, augmentation de certaines charges sociales) vont à rebours des ambitions affichées et ont une incidence directe sur la confiance des ménages, qui continue de s'éroder.

Alors même que le taux d'épargne des ménages reste historiquement élevé (18,4 %), leur confiance dans l'avenir et leur volonté d'investir dans leur logement s'érodent. Ce décalage entre les capacités financières disponibles et la volonté d'engagement dans des travaux est un symptôme révélateur :

Juillet 2025

le climat de confiance est rompu. Les ménages hésitent, freinent leurs projets, dans un contexte où les règles évoluent sans cesse, où les aides sont suspendues ou mal calibrées et où les incitations fiscales manquent de lisibilité.

La proposition de loi visant à lutter contre les fraudes aux aides publiques, qui a été votée par le Sénat, va avoir pour effet de détériorer encore un peu plus la confiance des ménages en faisant perdurer un système qui permet aux sociétés commerciales et autres intermédiaires de continuer à abuser des dispositifs d'aides.

Et pourtant, des solutions concrètes, opérationnelles, sans impact budgétaire, ont été portées par la CAPEB, parmi lesquelles :

- L'accès simplifié au RGE par la Validation des Acquis par l'Expérience (VAE) : un outil de valorisation des compétences existantes à partir des audits de chantiers, simple à mettre en œuvre, permettant de renforcer rapidement les capacités d'intervention des artisans.
- La simplification du Groupement Momentané d'Entreprises (GME) : une structure souple et adaptée à l'artisanat, permettant à plusieurs petites entreprises de répondre collectivement à des marchés de rénovation globale, sans dilution de leur autonomie ni complexité administrative inutile.

Elles n'ont, à ce jour, pas été retenues par le Gouvernement.

La CAPEB appelle solennellement :

- À un choc de lisibilité et de confiance dans les politiques de soutien à la rénovation énergétique ;
- À l'adoption immédiate de ses propositions structurantes (VAE et GME) ;
- À un engagement budgétaire cohérent, durable, et ancré dans les réalités économiques des petites entreprises artisanales ;
- À un Grenelle du logement qui intégrerait à la fois la construction neuve et la rénovation énergétique pour résoudre durablement la crise que traverse le logement en construisant une politique du logement qui repose sur l'existant, comme le recommande l'ADEME.

Ce recul doit impérativement prendre fin. Il est clair que les impacts vont bien au-delà du secteur de l'artisanat du bâtiment. Ce système ne soutient ni l'ensemble du secteur ni les ménages en besoin. Il creuse les inégalités et freine une véritable transition vers un logement plus responsable et durable pour tous.

*« Les chiffres du premier trimestre 2025 confirment ce que nous redoutions et cessons de prévenir depuis deux ans maintenant. Notre secteur s'enfonce dans une crise structurelle. Ce constat est d'autant plus inadmissible que nous avons agi en responsabilité en formulant de nombreuses propositions concrètes sans impact budgétaire pour l'Etat. Aucune n'a trouvé d'écho auprès du Gouvernement. Aujourd'hui, nous dénonçons la non-assistance dont a fait l'objet notre secteur. Cette indifférence à l'égard d'entreprises au cœur du dynamisme économique local, et des transitions environnementales et sociétales est coupable. »* **Jean-Christophe Repon**

Juillet 2025

7. CNATP – Baromètre Conjoncture Travaux Publics et Paysage (Juin 2025)

## Conjoncture Juin 2025



**"A combien estimez-vous votre carnet de commandes en semaine"**



**Travaux Publics**

**Paysagistes**



$$\bar{X} = \frac{(X_1 + X_2 + \dots + X_n)}{(n)} =$$

**14,98 semaines**

15,13/juin 24  
 15,3/juin 23  
 15,6/juin 22  
 15,9/juin 21

**16,29 semaines**

16,12/juin 24  
 16,6 /juin 23  
 16,8/juin 22  
 19,1/juin 21

## Conjoncture Juin 2025

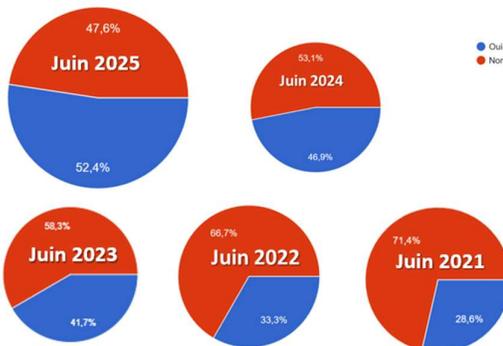


**Avez-vous actuellement des besoins en trésorerie ?**



**Travaux Publics**

**Paysagistes**



Juillet 2025

## Conjoncture Juin 2025



### Effectif ?



#### Travaux Publics

Juin 2025	<b>6,43</b>
Juin 2024	<b>6,59</b>
Juin 2023	<b>6,74</b>
Juin 2022	<b>6,83</b>



#### Paysagistes

Juin 2025	<b>5,15</b>
Juin 2024	<b>5,32</b>
Juin 2023	<b>4,98</b>
Juin 2022	<b>4,93</b>

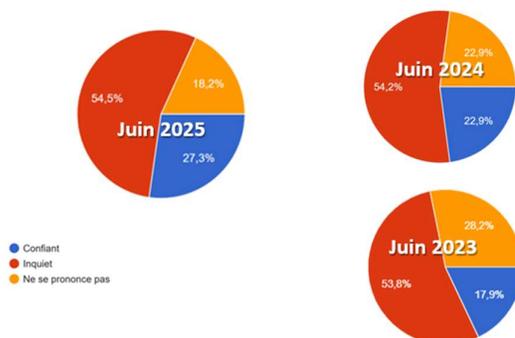
## Conjoncture Juin 2025



### Votre ressenti pour 2025 ?



#### Travaux Publics



#### Paysagistes

